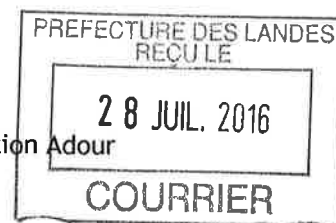


INSTITUTION ADOUR

Extrait du Registre des Délibérations
De l'Etablissement Public Territorial de Bassin Institution Adour

Séance du 22 juillet 2016
(Convocation du 11 juillet 2016)



Aujourd'hui, le vingt-deux juillet deux mille seize à 14h30, le Conseil d'Administration dûment convoqué s'est réuni à la salle Henri Lavielle à l'Hôtel du Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON, Odile LAFITTE et Céline SALLES
Messieurs Jean ARRIUBERGE, Paul CARRERE, Gérard CASTET, Jean GUILHAS, Yves LAHOUN, Charles PELANNE, Bernard POUBLAN, Bernard SOUDAR et Christophe TERRAIN

Etaient excusées et avaient donné procuration :

Mesdames Nathalie BARROUILLET et Denise SAINT PE
Monsieur Gabriel BELLOCQ

Etaient excusés :

Madame Laurence ANCIEN
Messieurs Patrick CHASSERIAUD, Francis DUPOUEY, Xavier LAGRAVE et Bernard VERDIER

Secrétaire de séance : Madame Céline SALLES

OBJET : DOSSIER I - affaires générales / Ressources Humaines : indemnisation des comptes épargne-temps

Exposé des motifs :

Monsieur le Président expose au Conseil d'administration que la réglementation du compte épargne temps a été très largement modifiée par le décret du 20 mai 2010 et qu'il convient donc de modifier la délibération précédente pour se mettre en conformité avec cette réglementation.

Vu le décret n° 2004-878 du 26 août 2004 relatif au compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale, modifié par le décret n° 2010-531 du 20 mai 2010,

Considérant l'avis favorable du comité technique paritaire du 7 juillet 2016,

En l'absence d'observations,

Après avis favorable du Bureau et des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

Article 1

La délibération de l'Institution Adour relative au compte épargne temps est remplacée par les dispositions suivantes.

Le compte épargne-temps institué par le décret du 26 août 2004 susvisé sera appliqué aux agents publics de la collectivité, qui remplissent les conditions prévues par la réglementation, selon les modalités fixées par ce décret et les dispositions particulières ci-après :

- La demande d'alimentation du compte épargne-temps doit être présentée 1 fois par an en décembre
- Les demandes de congés au titre du compte épargne-temps seront effectuées dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités que les demandes de congés annuels

Les jours placés sur le compte épargne temps, excédant 20 jours, pourront être utilisés au choix des agents selon l'une des options ci-après :

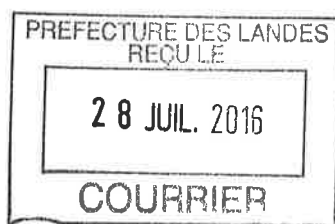
- Indemnisation sur la base des tarifs suivants : catégorie A : 125€, catégorie B : 80€, catégorie C : 65€
- Prise en compte dans le cadre du régime de retraite additionnelle de la fonction publique
- Maintien sur le compte épargne temps

En cas de mutation ou de détachement auprès d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public relevant de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, l'autorité territoriale est autorisée à fixer, par convention signée entre 2 employeurs, les modalités financières de transfert des droits accumulés dans la limite de 2 000 euros. Le contenu de la convention sera librement déterminé par les deux parties, elle fera l'objet d'une information du Bureau.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et Délibéré le 22 juillet 2016 à Mont-de-Marsan



Le Président

INSTITUTION ADOUR
Département des Landes
40025 MONT DE MARSAN CEDEX
Paul CARRERE

✂ La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.